

LYS ROUGE

N° 1
NOVEMBRE 1976

REVUE TRIMESTRIELLE D'ETUDES ROYALISTES

5 FRANCS



CARLISME ESPAGNOL ET "CARLISME" FRANCAIS

LA TOUR DU PIN PRECURSEUR DE L'AUTOGESTION

AUTOGESTION-REVOLUTION-AUTONOMISME-ROYALISME

N° 1
NOVEMBRE 1978

LYS ROUGE

2 FRANCS

REVUE TRIMESTRIELLE D'ÉTUDES ROYALISTES

1978



CARLÉNE ESPAGNOL ET "OMALINE" FRANÇOIS

LA TOUR DU PIN PÉRIODIQUES DE L'AUTOGESTION

AUTOGESTION-REVOLUTION-AUTONOMISME ROYALISME

QUELQUES EXPLICATIONS

POURQUOI ENCORE UN BULLETIN ROYALISTE

Encore une publication royaliste ! Est-ce vraiment nécessaire ? Ne gaspille-t-on pas une énergie qui serait mieux utilisée dans l'action ?

Il est symptomatique que ce genre de questions est toujours le fait de royalistes peu actifs : -Non, nous ne gaspillons pas notre temps lorsque nous cherchons à réfléchir sur notre action. Au contraire : si nous avions su, par le passé, mieux concilier l'action et le débat nous aurions peut-être évité bien des malentendus.

Il ne s'agit pourtant pas de tolérer le débat pour le débat, ou pour étaler rancoeurs et illusions. Nous nous proposons de permettre une discussion constructive en fixant des objectifs et des limites.

Le but de la N.A.F. est depuis le premier jour, de construire un mouvement royaliste populaire pour une monarchie populaire. Là, nulle contestation : bientôt six ans de slogans criés, peints et affichés en témoignent. Comme le peuple français ne viendra pas à la monarchie tout seul nous devons, comme les comités d'Action Française de l'Hérault en 1907 aller au peuple .

Oui mais comment ? -Certainement en participant à toutes les contestations authentiques du système républicain. Mais comment encore nous faire admettre malgré nos forces réduites dans les universités, les bureaux, les usines ? -Peut-être en étant très forts doctrinalement, en étant capables de montrer aux Français actifs que nous proposons des solutions autrement plus intéressantes que celles des syndicats et partis de la gauche établie.

Il est en effet évident que les bourgeois conservateurs, les gens établis dans la société et craignant tout changement ne seront jamais d'aucune utilité à un mouvement qui propose de rompre avec le système présent. Or, n'est-il pas vrai que l'aspiration au changement est aujourd'hui canalisée par une gauche particulièrement

séduisante qui se dépouille de son jacobinisme outrancier et flatte les volontés de libertés régionales (Autonomisme) ? La gauche abandonne le marxisme repoussoir et revient à la tradition d'un socialisme enraciné dans le désir des citoyens français de gérer leurs propres affaires (Autogestion). Et, n'est-il pas vrai que c'est vers la gauche que se tournent les gens qui en ont assez du libéralo-capitalisme qui les dépouille de tous leurs pouvoirs (volonté Révolutionnaire de rompre avec le système).

C'est à nous de montrer que ces aspirations (Autonomisme, Autogestion, Révolution) sont trahies par la gauche et ne pourraient trouver un "débouché" que dans une révolution royaliste.

Voilà les présupposés de notre débat. Tous ceux qui les acceptent sont conviés à participer à nos études pour établir un projet qui montre aux peuples de France qui nous sommes et ce que la monarchie pourrait faire pour eux.

POURQUOI LE "LYS ROUGE"

En choisissant ce titre nous faisons un clin d'oeil à tous ceux qui connaissent bien l'histoire du mouvement royaliste, nous rappelons deux expériences qui ont tenté de donner un côté socialiste à l'image monarchiste.

Mais c'est tout ! Il ne s'agit pas de *refaire* paraître un Lys Rouge qui aurait interrompu sa parution en 1971 pour la reprendre en 1976. Nous nous sommes fixés des objectifs bien précis qui interdisent que l'on fasse les stupides amalgames qu'à pu faire une feuille mal informée et mal intentionnée.

Mais au delà du "clin d'oeil" avouons que nous avons choisi ce titre pour choquer un peu et mettre nos lecteurs en attention pour qu'ils participent au débat avec plus de ressort.

Avouons aussi que ce titre nous a paru tout simplement joli à lire et à prononcer, avis que partagent par exemple nos amis de l'Union Royaliste de Clermont dont le président nous a confié qu'il avait été tenté de renommer leur journal : Lys rouge.

Faut-il d'autres explications ? Je ne crois pas. Alors entrons dans le vif du sujet.

Frédéric Aymart.

LA CHANCE MANQUEE DU ROYALISME FRANCAIS

10 mai 1976 dans les rues d'Estella.

Quelques milliers de carlistes manifestent en silence, protestant contre les incidents sanglants de la veille, ils défilent devant la dépouille de leur camarade, jeune militant de dix-sept ans affilié à l'association Catholique Ouvrière. Quelques voix s'élèvent accusant la complicité du pouvoir et de l'extrême droite.

Les traditionnelles réunions de Montejuna célébrées chaque année en hommage aux morts des guerres carlistes, se transforment depuis de nombreuses années en manifestations de masse antifranquistes. Aujourd'hui, Franco mort, le combat pour mener l'Espagne vers une révolution royaliste et socialiste continue. Pour l'observateur lointain les positions politiques des carlistes sont dictées par "le goût du jour". En vérité, il n'en est rien. Elles sont le produit d'une longue évolution.

LES GUERRES CARLISTES

Ferdinand VII, roi de triste mémoire, n'ayant pas d'enfant mâle modifia l'ordre de succession à la couronne d'Espagne en 1830 en faveur de sa fille Isabelle et au détriment de son frère don Carlos.

Le Parti Carliste remonte ainsi à 1833.

Bientôt son combat se confondit avec celui de tous les adversaires du libéralisme et de la centralisation, luttant contre une monarchie qui ne serait que l'émanation de la classe bourgeoise, il présenta au fond une nette tendance anti-capitaliste. C'est de cette époque que date le texte de Marx sur un "socialisme carliste" publié dans La Gazette rhénane :

"Les carlistes défendaient les meilleures traditions juridiques espagnoles, celles des "privilèges" et des "chartes légitimes", qui pétaient l'absolutisme centraliste installé dans un Etat libéral. Ils représentaient la grande patrie en tant que somme des patries régionales, avec leurs propres particularités et traditions. Le traditionalisme carliste avait des bases authentiquement populaires et nationales alors que le libéralisme était incarné par le militarisme, l'aristocratie des latifundistes et les intellectuels laïcisés, le capitalisme..."

Ici Marx se garde d'employer le qualificatif réactionnaire. La raison en est simple. Pour lui les masses carlistes dépassent leur souci de revenir à un état premier pour envisager l'avenir dans l'instauration d'une monarchie décentralisée et déjà à caractère socialiste. Cela, beaucoup d'écrivains espagnols l'ont compris. Reprenons par exemple cette lettre du célèbre écrivain Miguel de Unamuno, républicain et révolutionnaire, adressée à Joaquim Costa le 31 octobre 1895:

"Il y a, dans notre histoire contemporaine, un événement qui a été peu étudié : il s'agit de la dernière guerre civile carliste... L'une des raisons que l'on trouve (à celle-ci) est un puissant fond de socialisme rural. Mais ce qui est véritablement curieux, c'est un plan de gouvernement qui fut présenté à don Carlos en 1874. Ce document 'entre autres' faisait remarquer "qu'on gouverne pour les riches au détriment des pauvres alors que le contraire devrait se produire".

Là Unanimo entreprend une énumération où il cite : carte d'identité de profession à la place de carte de domicile, idée que le travail soit représenté par le travail, qu'une charge croissante grève la grande propriété, etc...

Puis il conclut :

"Enfin il serait intéressant de reproduire toute cette curieuse utopie socialiste d'en faire un programme organique et systématique. Pour ma part j'y ajouterais un grand nombre de proclamations, de manifestes, d'extraits de bulletins carlistes pour démontrer que les idées nettement décentralisatrices et socialistes de ce projet étaient l'expression de l'opinion des masses carlistes".

Les carlistes de cette époque, parallèlement à leur lutte sur le terrain menaient un combat intellectuel interrogeant toutes les idées de leur temps.

En Espagne comme en France on assistait à la naissance d'un courant socialiste utopique et catholique social. Proudhon comme Laménais, comme La Tour du Pin correspondaient à des penseurs sociaux espagnols. Ce courant se dressait contre la monarchie bourgeoise et centralisatrice.

L'intelligence des carlistes fut de récupérer ce courant. Si en France on assista à une rupture entre tradition royaliste et tradition socialiste, en Espagne les deux traditions se confondirent pour donner naissance à une pensée politique profondément originale : le carlisme.

POUR OU CONTRE FRANCO ?

Lorsque l'on a dépassé le cliché qui fixe uniquement le carlisme à une revendication dynastique, on se heurte à un deuxième problème. Quels ont été les rapports entre le mouvement carliste et Franco. En effet on n'ignore pas la part importante que prirent les requêtes dans la guerre d'Espagne.

Laissons répondre le prince Carlos Hugo à qui la question fut posée lors d'un entretien avec le "nouvel observateur".

"Les carlistes se sont joints aux militaires pour se dresser contre le chaos provoqué par le pouvoir central et contre un anticléricalisme qui les indignait. Mais très vite la rupture a été consommée au niveau de la direction, quand les chefs se sont rendus compte de la fascisation du système. Mon père a été expulsé avant d'être déporté à Dachau par les nazis. Tous les carlistes ont été exclus des postes de responsabilité. Nos hommes ont continué à se battre parce que tous les ponts étaient coupés et le Front Populaire enfoncé dans sa lutte anti-religieuse. Mais si nous avons été les vainqueurs militaires de la guerre nous en avons été les vaincus politiques".

Mais les carlistes vont, la guerre terminée, entrer délibérément dans l'opposition. Les traditionnelles réunions de Montejuna se transforment en manifestations antifrancistes. Déjà la masse des militants prêche un "retour aux sources", à entendre : que le parti carliste continue et développe ses réflexions sur la question sociale.

Certains journalistes politiques situent le grand virage (ou le retour aux sources) des carlistes vers 1968. D'autres dès 1937. Il serait plus vrai de le faire commencer dès les années 50 et en particulier 1957 où le prince Hugo se présente officiellement aux carlistes.

C'est à cette époque, qu'un peu partout en Europe, le besoin d'un socialisme non étatique mais que l'on nommera autogestionnaire se fait sentir. Pour les carlistes cette nouvelle aspiration est tout bénéfique. Elle fait appel à un socialisme utopique qui leur est familier et qui depuis a trouvé place dans leur pensée politique. Du socialisme utopique au socialisme autogestionnaire le pas sera aisément franchi. Et, si les anciens requêtes abandonnent le mouvement, le parti capte des énergies nouvelles.

Il n'y a pas de P.S.U. en Espagne, le parti carliste est le seul mouvement d'opposition qui incarne le socialisme autogestionnaire. D'autre part de nombreux chrétiens dans de nombreux pays choisissent de rejoindre le combat pour la justice sociale. En Espagne leur mouvement idéal est le parti carliste. Ils n'ont pas oublié la longue tradition catholique et sociale du carlisme. Il n'y a pas de J.O.C. en Espagne mais il y a un mouvement royaliste autogestionnaire et chrétien.

Pour des hommes politiques ignorant les problèmes espagnols, la conclusion que je devrais fournir est la suivante : restaurons le prince Hugo et chassons Juan-Carlos. Or le problème ne se situe plus à ce niveau, le mouvement carliste n'offre un intérêt que dans l'évolution de sa pensée politique. D'ailleurs le Prince Hugo a qui l'on faisait remarquer qu'au fond il prétendait tout comme son cousin au trône d'Espagne a déjà répondu : "Il ne s'agit pas pour moi de prétendre, de restaurer, d'hériter. Mon cousin Juan-Carlos veut succéder à Franco. Moi et les miens nous voulons faire la révolution."

JEUNES LEGITIMISTES ET...

L'évolution n'a, en fait, d'intérêt pour nous que parcequ'elle éclaire une partie de l'histoire du mouvement royaliste français demeurée jusqu'à présent obscure. Notre but n'est pas d'expliquer mais de frayer un chemin. Espérons comme Clavel que la forêt n'est pas une forêt vierge et qu'elle ne se refermera pas sur nous. Dressons tout ce qui rapproche l'histoire du mouvement royaliste français de celle du mouvement carliste espagnol - tout en oubliant jamais que nous avons affaire à des pays différents, à des mentalités différentes.

Le rapprochement est facile mais trop beau pour ne pas le faire : les légitimistes français sont aussi parfois appelés "néo-carlistes". C'est le titre que reprendront fièrement les jeunes légitimistes.

Ensuite, les royalistes français tout comme les carlistes ont eu leurs guerres paysannes : la chouannerie et ses suites.

Enfin pour les deux mouvements il fallut combattre une monarchie bourgeoise (Louis-Philippe, reine Isabelle).

ETANT DONNE QUE NOUS NE BENEFICIONS PAS DU TARIF POSTAL DE LA PRESSE NOUS NE FERONS AUCUNE PROSPECTION, AUCUN ABONNEMENT DE PROPAGANDE. VOUS ETES DONC NOTRE SEULE CHANCE DE NOUS FAIRE CONNAITRE : FAITES LIRE LE LYS ROUGE, ABONNEZ VOS AMIS.

TARIF SPECIAL : 3 ABONNEMENTS GROUPES A LA MEME ADRESSE : 45 F - C.C.P. NAF 193-14 Z PARIS.

C'est ici que nous allons nous arrêter pour retracer rapidement le combat du légitisme français que nous écarterons tout de suite de celui de l'ultracisme, ce dernier n'ayant plus de raison d'être après la Révolution de Juillet.

Le légitimisme reste pour beaucoup de gens la folle équipée de la Duchesse de Berry ou les manuels de politesse mondaine exhibés par quelques vieux aristocrates.

René Rémond a le mérite dans son livre "La Droite en France" de le séparer d'un jeune légitimisme dont il brosse ici le portrait :

"L'autre volet fait avec lui un saisissant contraste. En regard d'une société qui dérive lentement vers l'oubli, à côté d'hommes qui se réfugient dans l'abstention, d'esprits qui se nourrissent de chimères, il montre des hommes qui ne renoncent point, qui dénombrent avec lucidité les chances que l'avenir peut encore réserver au légitimisme et qui se proposent au prix d'une rénovation de le réconcilier avec la société contemporaine. Des régions entières, surtout dans l'Ouest et le Midi, gardent leur fidélité aux princes légitimes : on estime alors que le Gard est aux deux tiers carliste".

En suivant le schéma donné par René Rémond, nous observons qu'il y a d'abord une volonté chez les carlistes français de se servir des libertés proposées par le nouveau régime, notamment une relative liberté de presse. Ils vont se jeter à corps perdu dans la conquête d'un quatrième pouvoir. Les journaux aux légitimistes fleurissent, citons pour mémoire : La Gazette de France, la France, l'Echo Français, la Quotidienne, l'Union Monarchique, le Populaire (!!!), la Gazette de Normandie, de Bretagne, d'Anjou, de Languedoc, d'Auvergne etc... Des journaux qui pour la plupart sont promis à un long et brillant avenir. Mais loin de s'arrêter à des nouveaux moyens d'expression, ils vont commencer une longue réflexion notamment sur la question sociale. Ainsi un journal comme la Nation passera pour un journal de gauche tout en étant dirigé par des légitimistes. C'est là et dans le Défenseur que Lamennais fit ses premières armes et commença son évolution qui devait l'amener à écrire le "Livre du Peuple".

Certains légitimistes renchérisaient sur l'évolution politique du parti. A Marseille, des républicains votent pour Berryer, tête de file des légitimistes, à Perpignan Arago doit à des voix royalistes sa réélection.

Genoude prêche dans sa Gazette de France un royalisme démocratique et populaire. Lors des événements de Lyon, Berryer se dresse violemment à la tribune contre le sort des Lyonnais que Louis-Philippe fait bombarder, lui et les légitimistes s'emploient à gagner la sympathie des travailleurs.

René Rémond note : "Dès 1831 des tracts distribués dans la population ouvrière essaient de la gagner au carlisme. Le parti réunit des fidèles de toutes les couches sociales, toute une clientèle plébéienne prodigue d'obscurs dévouements.

Et puis pour beaucoup de royalistes de cette époque, la monarchie a un visage, celui d'un jeune prince, celui du Comte de Chambord. Les carlistes français, tout comme les espagnols auront un prétendant qui saura manier l'action politique et la réflexion sur la question sociale.

D'ailleurs il n'est pas exclu que les deux mouvements royalistes se soient trouvés en contact, les carlistes accueillent généreusement les débris des armées de don Carlos en France (1839-1840). D'autres vont combattre au Portugal pour don Miguel (4) contre Pierre Ier. Le jeune Penri de la Rochejaquelein trouve la mort devant Lisbonne. Bizarrement c'est la même année (1865) que le prétendant français et le prétendant espagnol font paraître des documents relatifs à la question sociale. C'est en France la "Lettre sur les Ouvriers" : "A l'individualisme opposer l'association, à la concurrence effrénée le contrepoids de la défense commune. Il faut rendre aux ouvriers le droit de se concerter. Le seul moyen d'y parvenir est la liberté d'association".

Cette lettre sera publiée le jour où un jeune homme de 31 ans se penchait encore superficiellement sur la question sociale. Ne doutons pas que La Tour du Pin ait eu connaissance de ce document.

Vers les années quarante apparaît un penseur politique (que nous étudierons dans le prochain numéro), le premier grand penseur socialiste : Proudhon.

Il ne suffisait pas de montrer le lien de Proudhon avec le "brave-paysan-de-l'Ancien-Régime". Il fallait voir que Proudhon a commencé son étude en partant du fait des Communaux et autres contraintes communautaires de l'Ancien Régime. Marx l'a très bien compris dans le Manifeste du Parti Communiste il écrit : "Ce socialisme entend rétablir les anciens moyens de production et d'échange et, avec eux, l'ancien régime de propriété et toute l'ancienne société".

Le socialisme de Proudhon a souffert comme beaucoup de socialismes d'un manque de connaissance des problèmes institutionnels relégués au second plan. Longtemps et cela n'est plus une hypothèse, il va osciller entre République et Monarchie. A l'époque justement où beaucoup de royalistes et de républicains s'alliaient contre l'ordre bourgeois naissant

Proudhon se sentait certainement plus proche des décentralisateurs royalistes que des centralisateurs républicains. Lorsqu'un interlocuteur imaginaire lui disait : "Alors, vous êtes républicain ?", il répondait malicieusement : "La monarchie est républicaine puisqu'on lui tient à coeur les affaires publiques".

Mais la pensée proudhonienne, pensée dialectique, voyait déjà dans la monarchie une institution condamnée par la marche de l'histoire. C'est ainsi qu'il résolut de montrer une troisième voie, l'anarchisme. Puisque nous n'avons pu résoudre le problème institutionnel, supprimons-le. Lorsque l'Action Française applaudissait à la pendaison du buste de Marianne par les ouvriers syndicalistes révolutionnaires, elle n'en tira pas les conclusions qui s'imposaient.

DANS LE PROCHAIN NUMERO DU LYS ROUGE : " Je suis royaliste et proudhonien"

PAR Ch. LLURENS.

... JEUNESSE ROYALISTE

La mort du Comte de Chambord allait clore un des épisodes les plus importants de l'histoire du mouvement royaliste.

Il résuma son but dans une lettre à Berryer écrite le 23 janvier 1851 :

"Les maximes qu'il a fortement au coeur et que vous avez rappelées à la tribune, l'égalité devant la loi, la liberté de conscience, le libre accès pour tous les mérites à tous les emplois, à tous les honneurs, à tous les avantages sociaux; tous ces grands principes d'une société chrétienne me sont chers et sacrés comme à vous, comme à tous les Français. Donner à ces principes toutes les garanties nécessaires par des institutions conformes aux vœux de la nation et fonder d'accord avec elle, un gouvernement régulier et stable, en le plaçant sur la base de l'hérédité monarchique et sous la garde des libertés publiques... tel serait l'unique but de mon ambition."

Pour certains, les royalistes français et surtout après la mort du Comte de Paris en 1894 disparaissent peu à peu de la scène politique, et puis Maurras nous vint...

A-t-on compris assez l'importance capitale des articles de Philippe Vimeux dans la N.A.F. ?

Pour quelques royalistes l'histoire du mouvement royaliste s'était réduite à celle de l'Action Française. Cela allait d'ailleurs dans le sens de leur pensée ; l'Action Française est venue et a sauvé le royalisme d'une mort certaine.

C'est trop vite oublier qu'il y avait un mouvement de la JEUNESSE ROYALISTE (dont la naissance ressembla à celle des Jeunes légitimistes). La Jeunesse Royaliste avait définitivement balayé les ultras et les notables.

Ce mouvement dont Philippe Vimeux parle plus profondément, fut fondé par le Duc d'Orléans.

On peut prétendre que l'Action Française, loin de redonner vie au mouvement royaliste, l'a étouffé lorsque le prétendant parlait de nation Maurras parlait de Nation- Les royalistes du midi contestaient le militarisme, Maurras les mit au service d'un régime militaire.

Le dialogue avec les syndicalistes révolutionnaires n'est pas une innovation de l'A.F., il suffit de voir la position de Maurras face au cercle Proudhon. Ce dialogue n'est que la continuation du dialogue des royalistes français avec les socialistes de 1848. Ces dialogues représentaient la volonté constante des royalistes de réfléchir sur la question sociale.

Mais non contente d'annexer le royalisme l'A.F. comme le souligne P. Vimeux voulut lier le Prince.

Face à cela le Comte de Paris fut et reste la grande chance des royalistes. Non seulement par ses écrits nombreux, témoins d'une volonté d'instaurer une monarchie démocratique et populaire, mais aussi le fait qu'il se libéra de ce qui était devenu le parti des "royalistes" dans le but de s'adresser indistinctement aux Français, donnant ainsi l'image d'un "Prince pour notre temps".

En pleine guerre froide le Prince publia un essai pour une constitution monarchique et démocratique. Elle attira tous les regards sauf ceux des descendants de l'Action Française trop occupés à répéter les mêmes gestes et à ressasser les mots du Maître.

Au même moment en Espagne, sur la demande de ses militants, le Prince Carlos Hugo proclamait définitivement la volonté du mouvement carliste de s'engager dans une voie royaliste, révolutionnaire et autogestionnaire...

JOSE MACE

(à suivre)

ENTRETIEN AVEC PIERRE ANDREU

LA TOUR DU PIN

UN PRECURSEUR DE L'AUTOGESTION ?

LE LYS ROUGE : Vous avez écrit dans la préface que vous avez donnée pour la réédition des *CAHIERS DU CERCLE PROUDHON* : "L'autogestion des producteurs n'aurait pas indigné l'auteur de *Vers un ordre social chrétien*." Pouvez vous nous préciser ce que l'on peut trouver chez La Tour du Pin lorsque l'on s'intéresse à l'autogestion.

PIERRE ANDREU :

"C'est sans doute parce que je venais de la gauche que j'ai toujours cherché à comprendre ce qu'il y avait de social (ou de socialiste) dans la pensée de mes amis de l'Action Française. Or la pensée économique de l'A.F. c'était La Tour du Pin - l'effort du cercle Proudhon ayant été vraiment conjoncturel. Et, je me suis aperçu que la pensée de La Tour du Pin lui même était beaucoup plus audacieuse que celle de ses disciples.

UNE CONDAMNATION DU CAPITALISME

Elle était née dans un milieu chrétien qui a vécu pendant des siècles (et même jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle malgré le développement du capitalisme bancaire) sur la condamnation du prêt à intérêt. Cette notion que le prêt à intérêt était illégitime restait très vivante dans les milieux catholiques les plus liés à la tradition sociale de l'Eglise, qui étaient les milieux monarchistes.

En opposition avec la droite libérale ces milieux joignaient à une vision traditionnelle de la politique une vision traditionnelle de la société. La même revendication qui les portait vers la monarchie les portait en même temps vers une société qui n'était pas bâtie sur l'argent.

En lisant *Jalons de route* je me suis donc aperçu que la pensée économique de La Tour du Pin partait du christianisme originel, c'est à dire de la condamnation du prêt à intérêt. Or cette condamnation implique la condamnation définitive du capitalisme (et non pas seulement du capitalisme libéral).

J'ai déjà cité en 1934 dans la revue *Esprit* ces lignes de la Tour du Pin :

"Le capital n'est pas la force vive, mais de la matière inerte.
Ce n'est pas la charrue qui travaille, c'est le laboureur."

DU CORPORATISME DEMOCRATIQUE...

De cette condamnation (peut-être plus morale qu'économique) La Tour du Pin a tiré des conclusions précises. A la fin du XIX^{ème} siècle, au moment où la loi de 1884 autorisait les premiers syndicats ouvriers, il a pensé que la société devait se réorganiser à travers de nouvelles structures économiques fondées sur les associations professionnelles. Mais contrairement à ce que ses soit-disant disciples ont pu dire, il ne s'agissait en aucune façon d'un retour aux corporations d'ancien régime. La Tour du Pin a écrit en 1892 que la corporation devait être une "corporation démocratique" :

"Ce que je sais, c'est que les corporations nouvelles différeront du tout au tout des corporations anciennes en ce qu'elles seront aussi complètement démocratiques, pour prendre un mot à la mode, que celles-ci étaient aristocratiques. C'est en cela que consistera surtout leur caractère d'appropriation aux temps nouveaux, c'est à dire à la société démocratique. L'idéal serait assurément que la classe patronale, après avoir été tout dans le régime du travail, eut encore une place correspondant à son droit légitime. Mais comme d'une part elle va diminuer en nombre et en considération à mesure qu'elle se dérobe aux responsabilités sous le voile de l'anonymat et que, d'un autre côté, elle ne paraît nullement disposée à faire sa nuit du 4 août, elle se verra arracher peu à peu par le flot populaire ce qu'elle ne veut pas concéder et verra finir son règne avec le siècle qui l'a vu naître" (1)

Voilà une prédiction un peu en avance, mais dont on peut retenir le sens. L'année suivante il notait :

"...les corporations seront donc plutôt démocratiques que patronales ou même mixtes, et ce sera le trait de cette époque déjà caractérisée par le mot d' "avènement du quatrième état" ."

... A L'AUTOGESTION

La Tour du Pin envisageait en fait pour ses corporations démocratiques un type d'organisation que l'on peut difficilement qualifier autrement que d'autogestionnaire.

Dans une étude *Du capitalisme* publiée en 1889 pour le centenaire de la Révolution française il écrivait :

"Les coopérateurs manuels salariés de ces associations auraient grande facilité à en devenir les membres et on verrait peu à peu le prolétariat faire place à la copropriété des instruments de travail, à la véritable forme pratique de la socialisation...

...La véritable solution, nous l'avons indiquée et il faut y revenir ici, consiste à remettre l'outil aux mains -c'est à dire en la possession- de l'ouvrier...

...Si l'on conçoit bien l'Etat exploitant, quoique ça ne soit pas sa fonction propre (2) , il n'est pas plus malaisé de concevoir dans l'Etat, une foule de petits Etats autonomes, reliés entre eux par des organismes de coordination, exploitant chacun pour son compte une branche d'industrie dans un atelier local (3) sous la protection de l'Etat proprement dit, condition garantissant

le bien commun. Dans un tel régime corporatif il n'y aurait ni usure ni esclavage comme lorsque le capital est séparé du travail par sa constitution individualiste, c'est à dire par son individualisation pure et simple ou par sa socialisation complète et absolue".

Si La Tour du Pin, écrivant ses textes principaux autour de 1890, a ignoré ce que serait exactement notre époque n'a-t-il pas ouvert cependant des perspectives de pensée, des sollicitations à l'approfondissement de ce qu'il a écrit ? Il est regrettable que cela n'ait pas été utilisé.

Mais, même encore aujourd'hui, il n'est pas inintéressant de le lire, de chercher exactement ce qu'il a dit et de voir si ce penseur monarchiste et chrétien n'avait pas déjà eu l'intuition de certaines perspectives parmi les plus hardies de notre temps.

NOTES :

1/- "Le glas d'un régime"

2/- De même que Proudhon, des hommes comme La Tour du Pin ou Le Play se méfiaient beaucoup des progrès de l'Etat à qui ils refusaient d'assumer de véritables fonctions économiques (Mais ils ne pensaient pas que l'Etat pouvait se désintéresser de la constitution d'immenses monopoles privés).

3/- Il ne s'agit pas d'ateliers autonomes à l'intérieur de grandes entreprises, mais bien de centres de production jouissant de la plus large autonomie comme on l'envisage aujourd'hui dans le cadre d'une réforme radicale de l'entreprise.

DEBAT REVOLUTION

VIVRE EN REVOLUTIONNAIRE

Au moment de la création de la N.A.F., le terme de révolution semblait incongru dans la bouche des royalistes. Il fallut produire deux opuscules sur *La N.A.F. et la Révolution* et *La N.A.F. et le gauchisme* (1).

Il va s'agir ici, non pas de concevoir "une" ou "la" Révolution, ni de se poser de graves questions sur le fondement d'icelle, sa signification, mais tout simplement de dire ce qu'elle n'est pas (éventuellement comment la faire !).

D'abord la Révolution n'est pas le soulèvement des masses unies par un seul idéal contre la société dépassée ou l'Etat détesté. L'utopie d'une union de "la France des révoltes" du Larzac au Joint Français, de Lip à la mine pour tout renverser et établir une société autogérée est reprise régulièrement par les maos. Elle provient de toute la mythologie républicaine (fête de la Fédération, Tiers Etat triomphant, Patrie en danger, etc.). L'existence de révoltes circonstancielles n'implique pas du tout qu'elles soient révolutionnaires (c'est à dire capables de renverser l'ordre établi). Seuls *Carrefour* ou le *Parisien Libéré* peuvent croire au "chef d'orchestre clandestin".

Cela ne signifie pas d'ailleurs qu'il soit nécessaire d'éviter les mouvements de révolte : ils sont le sel de notre peuple, la continuation de la politique quotidienne par d'autres moyens, "le soulèvement de la vie" (M. Clavel). Mais ils ne sont pas essentiellement révolutionnaires, ni "la Révolution".

D'autre part la Révolution n'est pas la chose léniniste. Celle-ci est en effet une simple méthode pour prendre le pouvoir (c'est à dire le remplacer par un autre lui même). La pratique léniniste c'est bien le "contraire de la Révolution" si chère aux vieux d'A.F. - d'ailleurs l'A.F. n'est-elle pas un parti bolchévick qui a échoué ?

Ensuite, et pour des tas de raisons, dont la moindre n'est pas la sauvegarde de la liberté, même dans l'analyse intellectuelle, la Révolution n'est pas une arrivée dans un au-delà (du type "une fois la monarchie restaurée : plus de problème, tout baigne dans l'huile"(2). Cet au-delà est en fait aussi bien l'apanage des marxistes que des nationalistes (et non des libéraux). Il se résout dans le sacrifice de la politique quotidienne et du sens du politique. Or la politique avec ou sans monarchie c'est notre liberté. Nous n'avons pas le droit d'abandonner nos analyses politiques actuelles pour un

but idéal (voire la construction de la Monarchie pure) (2).

A mon avis, on n'a même pas le droit de sacrifier la politique à un quelconque complot (c'est le sens profond de la condamnation de l'A.F. par le Prince). Car sacrifier la politique et la personnalité du Prince au profit de la construction de la monarchie et de la "régence du nationalisme" revient à sacrifier la réalité française, à se débarrasser de toute politique et à noyer la monarchie dans un océan dogmatique (3).

La Révolution se fait sous nos yeux. La monarchie est là et nous ne le savons pas.

L'essence de la Révolution est d'être permanente : la politique et l'histoire impliquent une remise en cause incessante des "acquits". Le problème n'est donc pas de préparer une société royaliste parfaite pour après la Révolution (ce qui serait de l'ultracisme), mais de vivre tout de suite en révolutionnaire authentique. (4)

Qu'est-ce qu'un révolutionnaire authentique ?

Non pas un professionnel de la révolution, mais un esprit "politique toujours". "Politique d'abord" est le terme le plus révolutionnaire du monde car il invite à ne pas raisonner en terme de passé ou de futur, mais tout de suite.

La plupart des rois de France furent des politiques, ainsi que nos prédécesseurs : Joinville, Gerson, Montaigne, Sully, Richelieu...Maurras, Bernanos, Boutang. Cette liste n'est pas exhaustive car politiques furent aussi les grands princes rivaux du roi, les chefs de villages et leurs électeurs, les jurats (et ils ne sont pas des "mauvais" par rapport aux bons rois, simplement ils n'ont pu agir l'histoire). Et si la nomenclature est d'ancien régime c'est que précisément l'ancien régime était une société de révolution permanente.

Vivre en révolutionnaire c'est "connaître les choses humaines et divines, et savoir bien vivre" (Isidore de Seville *Etymologies*, VII^e siècle), c'est vivre dans son milieu et dans le monde "comme un poisson dans l'eau", c'est enfin chercher à se tromper le moins possible en politique.

Mais l'appareil révolutionnaire ?

Il doit être le plus souple possible. Nous n'avons pas besoin de bureau d'association X ou Y pour recueillir des gens avec leurs problèmes.

Les militants ne doivent pas se sublimer dans leur organisation mais dans la monarchie. Car la France existe et vit une dynastie. Notre action se résume à informer l'une de l'autre, à ne pas perdre de vue le "tout de suite" économique, social et politique, à vivre dans l'universel éternel ("l'éternité est une possession de soi" St Thomas d'Aquin).

Tout ceci serait fort simple si nous étions bourgeois, parce que, jusqu'à présent, rien n'indique que la monarchie ne sera pas parlementaire ou technocratique, continuatrice de l'ordre établi.

Alors imposons nous nos conceptions libertaires et autogestionnaires par ultracisme ? Non car le monde libéral n'a plus rien à dire : la société industrielle est enfin dégonflée. (5)

Faire de la politique en France (en occident) en 1976 c'est détruire le désordre établi, non pour le remplacer mais pour laisser se faire l'histoire, pour rendre à chacun son identité et son pouvoir. Ne pas être révolutionnaire ce n'est pas faire de la politique mais de la police. Certes Raymond Aron ou Jean Baechler, libéraux intelligents peuvent laisser croire le contraire. Mais leur unique moyen d'action c'est l'anti-communisme vécu comme idéologie et d'ailleurs ils font de plus en plus cause commune avec les "nationalistes", prouvant que leur libéralisme n'est qu'un alibi.

NOTES

2/- Dans le "Débat royaliste" en réponse à B. Roemer, royaliste révolutionnaire conséquent, Raoul Gaillard parle de nouveaux ultras "La monarchie serait (pour notre société telle qu'elle est) nécessaire et suffisante à sa réorganisation sur des bases toutes nouvelles"...elle n'a donc pas besoin d'un projet de société.

Cet admirable acte de foi serait parfait dans une bouche républicaine (la bonne République) Malheureusement chez un royaliste cela

implique une ignorance caractéristique de l'essence de la royauté. Faire la monarchie sans plus équivaut à la défendre si un jour elle est en danger (défendre ses principes d'origine, y compris contre les nécessités politiques). En fait on ne fait ni ne défend la monarchie : on la vit.

Il n'y a pas d'instant forts ou faibles de l'ancien régime. La Fronde, Versailles, Saint Louis, la guerre de cent ans ne sont pas des moments de la monarchie, ils sont la monarchie faisant l'histoire. Saint Louis ou Louis XIV ne se sont pas présentés simplement devant l'histoire. Ils ont eu un projet (cf testament de Louis XIV ou écrits de Saint Louis; cf l'émancipation des serfs au début du moyen âge).

3/- "L'idéologie pourrit nos âmes comme des serpilles, elle nous pourrit, nous et nos enfants, elle nous fait descendre au dessous de l'animal et elle n'a pas d'importance ? ... si personne n'y croit et si tout le monde s'y soumet cela indique non pas que l'idéologie est faible mais qu'elle est pourvue d'une terrible force maléfique". A. Soljenitsyne
Continent 2

4/- Se rapporter à la suite d'article de Vimeux sur l'ultracisme parus dans la N.A.F.

5/- Faire de la politique c'est avant tout discuter. Certain en ont conclu que par conséquent le mouvement royaliste avec sa diversité profonde devait discuter de lui même pour aboutir. C'est faux. Le seul "Débat royaliste" qui puisse exister se situe entre les Français, la France et le roi. Parler entre nous du meilleur compromis possible entre intégriste (terme idiot), maurrassien (terme imbécile) et boutangiste (terme inesistant); voire considérer comme royalistes des républicains de droite (rest. nat.) ou des professionnels du complot (mais n'importe quel complot n'est-ce pas!) ce n'est pas faire de la politique. C'est se masturber intellectuellement. C'est fondamentalement inutile. A la rigueur c'est chercher une idéologie de secours à la société industrielle (après Nouvelle Ecole, pourquoi pas un national-socialisme avec couronne en prime?)

17 MARS.

Cronstadt est tombée hier.

Des milliers de marins et de travailleurs gisent, dans les rues, morts. Les exécutions sommaires de prisonniers et d'otages continuent.

18 MARS.

Les vainqueurs célèbrent l'anniversaire de la Commune de 1871. Trotsky et Zinoviev flétrissent Thiers et Gallifet, qui ont massacré les rebelles de Paris.

DEBAT

NATIONALISME ET ROYALISME

Depuis les années 1970 il y a eu toute une évolution du concept de "nation" et de son utilisation par les royalistes. La nation était la construction historique française. A vrai dire la France était la seule nation du monde, les autres n'étant que nationalités, races ou empires...

Puis sous l'effet des écrits de Pierre Boutang on finit par se rendre compte que dans "nation" il y avait naissance (cf G. Leclerc in *Cahier de l'I.P.N.* n°3)

Et aujourd'hui, quelle est la position des royalistes sur "la nation", le "nationalisme" ? Je voudrais préciser quelques points dans cet article destiné à lancer le débat.

1/ Nous ne sommes pas nationalistes. Le terme de "nationalisme intégral" employé par Maurras avait pour objet de récupérer, au bénéfice du débat sur l'intérêt public, un certain nombre d'angoisses irrationnelles et jacobines. Il s'agissait de synthétiser en dogme un certain nombre d'exigences politiques et de velleités monarchistes; le résultat fut de conserver un nationalisme de type républicain (1).

La caricature du nationalisme intégral (communauté nationale + le roi) c'est la mythologie déroulédiennne couronnée par n'importe quel Etat fort. Les royalistes doivent redécouvrir le politique et participer à tous les débats de ce pays, se poser le problème France dans tous les sens. Quant à ceux qui se prétendent "royalistes-et-nationalistes-d'Action Française", ils ne sont pas en général royalistes, ni d'ailleurs d'Action Française (l'A.F. n'est pas une idée mais une pratique politique datée). En tous cas ils sont souvent anti-Français, car le nationalisme quelqu'il soit (du Pérou à la Roumanie) n'est pas la doctrine de ceux qui se mettent au service de la Nation, mais celle de ceux qui mettent la nation à leur service.

2/ La réalité politique française est-elle vraiment la Nation ? Certes mais dans un vocabulaire libéral ou républicain : la Nation est ici l'assemblée de tous les citoyens égaux devant la loi (et secondairement liés entre eux par une histoire et une langue) (2).

Dans ce cas il faudrait se reporter aux excellentes analyses de la revue trotskiste "*La Taupe Bretonne*" pour bien comprendre que ce leurre a uniquement servi à justifier les intérêts bourgeois. Si cette couche sociale était puissante aujourd'hui elle imposerait de la même manière l' "Europe".

En fait sous l'ancien régime on était de nation lorraine, provençale, voire aixoise... Dans les rapports d'intendants il y a souvent des réflexions sur les coutumes de la nation X ou Y (X et Y étant tel patelin de 40 feux...).

En fait les réalités nationales de France sont occitane, bretonne, basque, voire juive, gitane, pied noir...

Pour un royaliste d'aujourd'hui (c'est à dire plus proche spirituellement des chouans et des penseurs légitimistes utopistes du siècle dernier que des camelots du Roi, maintenant républicains (?), la seule réalité française qui s'impose, outre le lien d'héritage commun qui fait que basques et flamands se comprennent plus ou moins bien, c'est la couronne :

la libération de tous par notre Roi.

3/ Les nationalismes régionaux posent le même problème que le "nationalisme français" dont j'ai prétendu expliquer la v ité profonde un peu plus haut.

Ce sont souvent de simples copies inspirées de Michelet, et les séparatistes basques, occitan-s, bretons... sont souvent ceux qui intellectuellement se rapprochent des jacobins français.

Plus on entend parler de Nation occitane une et indivisible, de drapeau breton ou d'uniforme basque plus on doit conclure que leurs partisans n'ont rien d'authentiquement occitan ou breton.

EN FORME DE SYNTHESE

Les nations sont une partie de la réalité (rappelons que le nationalisme arabe est d'origine religieuse et non "patriotique", que le nationalisme américain est lié dans son meilleur fond à la diffusion de la pensée libérale, que le nationalisme allemand est une synthèse proche du sionisme entre la Race et l'universel...). D'ailleurs "les nations sont faites pour les hommes, et non les hommes pour les nations" (P. Boutang). La France pose un cas particulier (parmi tous les autres) : la vocation de chaque peuple y passe par la communion autour d'une réalité matérielle plus ou moins bien établie ("l'hexagone"), et par la destruction du ça républicain.

Notre seul vrai "bien commun" est une révolution royaliste.

Nous sommes contre l'Europe parceque l'Europe est une réalité "a-politique". Nous reconnaissons tout ce qui nous lie aux autres peuples d'Europe, mais rien ne justifie le sacrifice de notre LIEU politique, de l'endroit où pour le moment nous pouvons espérer une liberté authentique. Mais nous n'opposerons pas à cette nuée un nationalisme à la Debré. Car le jacobinisme -y compris celui que le Prince reprochait en 1937 à Maurras- n'est pas la caricature de la France, mais AUTRE chose. (3).

NOTES

-1/ "Charles Maurras-Charles de Gaulle, Politique naturelle et nationalisme intégral" Eric Mirieu de la Barre; mémoire polycopié déposé à l'I.E.P. de Bordeaux.

Charles Maurras fut en fait le dernier chantre du nationalisme français, et non le premier royaliste du XXème siècle : telle est une des conclusions de cet ouvrage.

-2/ "L'odieux n'est pas dans le mot de République mais dans ceux de "une" et "indivisible" " Jean de Montesquiou.

-3/ Alexandre Soljenitsyne Continent n°2, réponse à Sakharov :

"Me qualifier de nationaliste alors que je propose de n'opprimer personne, de libérer tout le monde et de se consacrer à panser les plaies du peuple ? Quel mot employer alors pour un conquérant ?...

...lorsque j'ai dit au Prix Nobel en termes généraux "les nations sont la richesse de l'humanité; c'est l'ensemble des individus qui

le plus petit d'entre eux possède ses couleurs propres et recèle une "facette particulière de la volonté divine". "Cela fut unanimement approuvé...

...Mais dès que j'en ai déduit que cela concernait aussi le peuple russe qui lui aussi avait droit : une conscience nationale, à une renaissance nationale après une terrible maladie spirituelle, on déclara avec véhémence que c'était là du nationalisme impérialiste !"

Remplacez donc le mot russe par les : les mots français, occitans ou basques et scrutez les réactions de vos amis europeistes ou/et jacobin ...

POINT DE VUE

L' AUTOGESTION : DU TERME A L' IDEOLOGIE

Il est bon au sein de la Nouvelle Action Française de rouvrir le débat sur l'autogestion, de clarifier quelques notions économiques et sociales, d'éviter l'emploi de mots et définitions à sens multiples, de présenter aux travailleurs et étudiants de notre pays une alternative pour changer de société. Mais tout d'abord, il faut s'entendre sur le sens des mots parler le même langage.

L'AUTOGESTION : SIMPLE MOT OU AUTRE CHOSE ?

Cerner la notion d'autogestion est chose difficile. Néanmoins le profane vous dira que l'autogestion est un terme de gauche, une idéologie de gauche, un engagement de gauche. Et si celui-ci s'intéresse quelque peu à la chose publique, il vous précisera que l'autogestion suppose l'abolition de la propriété privée des moyens de production et d'échange, et la planification démocratique.

Les média répercutent, décuplent, centuplent cette acceptation du terme, établissant ainsi une confusion irréversible entre le mot et l'idéologie.

L'objection immédiate qui vient à l'esprit est de séparer le terme de l'idéologie puisque le mot "autogestion" est apparu dans notre langue vers les années 1960.

En vertu de ce principe, on peut utiliser ce mot sans complexe étant entendu qu'il n'appartient à personne. Faux, car si le mot est récent, l'idée est ancienne : elle remonte au XIX^{ème} siècle à travers le socialisme utopique (Louis Blanc, Fourier, Proudhon...).

Il apparaît donc impossible de remonter le courant, de conquérir les média, de faire passer le thème : Autogestion-Socialisme ou Monarchie. -sous peine de perdre son temps, d'échafauder des projets qui ne seront pas compris de nos lecteurs faute de clarifications et de précisions, comme par exemple l'emploi de phrases à sens multiples.

L'EQUIVOQUE.

Ainsi, on peut lire dans le n°9 d'octobre-novembre 1976 de NAF-université : "il faut construire une société d'autogestion...afin que les travailleurs contrôlent leurs outils de production".

Veut-on dire que les travailleurs possèdent les entreprises, que le capital est évincé, que les patrons sont supprimés, que l'autogestion gouverne ? Ou bien que les travailleurs contrôlent leurs conditions de travail ou bien les deux à la fois ?

Ce genre de phrase peut se comprendre de plusieurs manières différentes, le bon sens militant devrait veiller à l'éviter, surtout lorsque ses phrases sont insérées dans un texte, sans explication.

Le mot autogestion devrait s'employer toujours avec une explication et même préférer le terme "socio-gestion" qui, lui, nous appartient.
Car au delà du mot, c'est tout le problème idéologique que l'on pose. Telle est ma conviction.

Jean-Michel BERTRAND.

BULLETIN D'ABONNEMENT AU LYS ROUGE - - - - -

Nom :

Prénom :

Adresse :

Profession :

Je souscris un abonnement normal (20 F) -de soutien(50 F)- qui me donne droit au 4 numéros du Lys Rouge qui paraîtront de novembre 1976 à novembre 1977.

C.C.P. NAF 193-14 Z PARIS

SIGNATURE :

HISTOIRE

LA SOCIOGESTION INTEGRALE
DE GEORGES VALOIS.

Dans cette rubrique HISTOIRE nous examinerons des projets proposés depuis deux siècles pour réformer la société dans le sens d'une plus grande justice et d'une meilleure répartition des bénéfices et des responsabilités dans l'activité économique.

Pour ce premier article, nous nous sommes plus particulièrement intéressés au Valois d'après 1930 qui se passionne pour la coopération. Non pas à la vieille coopération qui de son côté est hors de cause : qu'il s'agisse des coopératives de consommation ou des coopératives de production, elles se sont insérées d'abord dans le capitalisme et elles passent aujourd'hui sous le contrôle de l'étatisme. On peut considérer qu'il n'existe plus de coopératives à caractère spécifiquement socialiste.

Certains techniciens ont proposé une forme nouvelle de la coopérative de production, selon l'exemple donné dans l'entreprise Bata. Mais il ne s'agit pas là d'un régime économique : ces ateliers coopératifs ne seraient rien d'autre que ce qu'ils étaient chez Bata c'est à dire des compartiments relativement autonomes d'une grande entreprise et qui ont pour objet de faciliter la tâche de direction et de contrôle du chef. Or la volonté de Valois est de mettre en place un véritable REGIME ECONOMIQUE susceptible de succéder au libéralisme individualiste qui a fait faillite.(1).

Le projet qu'il propose est le fruit d'un certain nombre d'observations :

- Le libéralisme a produit d'énormes masses de capitaux scientifiques et techniques qui n'appartiennent à personne et sont pillées par tous, de capitaux industriels qui sont eux gérés, mais par un petit nombre d'hommes qui n'en sont même pas les propriétaires.
- Donc il n'est personne, dans l'état actuel du droit qui ait qualité pour imposer une direction à ces énormes masses de capitaux, ni l'Etat ni les trusts ni les syndicats de producteurs, aucune de ces institutions n'ayant un droit de propriété total sur ces biens.
- Personne ne paraît donc qualifié pour prendre la direction de ces masses par lesquelles on peut exercer une direction économique générale (car il s'agit de sortir de l'anarchie et du gaspillage créés par la crise du libéralisme, par une réorganisation rationnelle de l'économie)
- ...il n'y a pas d'autre solution rationnelle que celle qui consiste à placer ces masses de moyens de création économique sous le commandement direct du besoin qui est à l'origine de leur création.

Qui représente ce besoin dans l'économie moderne ?

Dans l'économie libérale le besoin était représenté par le client aux ordres de qui se mettaient tous les producteurs mus par l'appétit du profit. Mais...tandis que sous la pression de la nécessité, les producteurs se coalisaient, ouvriers, patrons, en groupement de classe ou de profession, le client qui demeure l'élément moteur et directeur de l'économie demeurait à l'état individuel...

...Le libéralisme ne peut plus fonctionner lorsque les clients demeurés individuels sont écrasés par les masses de producteurs organisés qui prétendent diriger la production de leur point de vue de producteurs.

Or la production n'est pas faite pour la production, elle est faite pour la consommation...

...l'être qualifié pour diriger l'économie est donc le consommateur, l'usager. (1).

On peut se demander si Valois ne va pas définir ici la véritable sociogestion ? Une sociogestion intégrale, car dans son système tous les membres de la société-par définition tous usagers- sont associés à la gestion de l'économie.

Mais la façon dont Valois tranche le problème technique de l'organisation des usagers peut ne pas convaincre tout le monde. (2).

Il s'agit tout d'abord de constituer des sociétés primaires coopératives d'usagers de tous produits et services réunissant localement cinquante à cent familles. Ces coopératives recrutent leurs conseils d'administration faits d'hommes ayant l'expérience du travail et de la gestion.

Ces coopératives s'associeront à cinq ou dix sociétés de même type pour créer des sortes de galeries marchandes dirigées chacune par un directeur recruté par leur conseil d'administration de société d'usagers. Dans ces magasins généraux des directeurs particuliers dirigeront chacun un secteur -intéressés comme les détaillants d'aujourd'hui au résultat du travail soumis à la loi du bilan, mais déchargés du souci proprement capitaliste de l'entreprise.

Du coup on a remplacé les petits boutiquiers par des techniciens de la distribution soumis à un conseil d'hommes dont certains auront eu ou exerceront -c'est pour cela qu'on les a choisis- de hautes fonctions dans l'économie et introduiront dans leur gestion particulière les considérations de l'économie générale. (???)

Les usagers, co propriétaires indivis de la société primaire seront rétribués par des dividendes-produits distribués par les magasins généraux.

De même les détaillants de magasins généraux désignent leurs conseils d'administration pour leurs sociétés grossistes qui, elles-mêmes, seront copropriétaires de sociétés productrices qui-elles organiseront les sociétés de matières premières, de transport et d'énergie. Enfin les usagers de matières premières internationales seront regroupés en une seule société qui représentera la nation toute entière à côté de l'Etat pour les négociations économiques avec les Etats étrangers.

Valois va même jusqu'à évoquer la continuation du système

pour regrouper les nations entre elles : à la place des trusts internationaux, des sociétés coopératives réunissant les nations usagères deviendront copropriétaires des mines, des puits.... selon le principe de la rénumération selon les bouches à nourrir.

Voilà exposé le système le plus "autogestionnaire" conçu par Valois. Nous aurons ainsi répondu à l'attente de nos amis que la lecture du livre d'Yves Guchet avait laissé sur leur soif de connaître le "mouvement coopératif conçu d'une manière libertaire" (3) qui paraissait à Valois porteur de promesses révolutionnaires (4).

Ces thèses peuvent paraître idéalistes. Mais dans la bouche de Valois qui n'a pas été seulement un intellectuel mais aussi un organisateur et dont certaines réalisations économiques subsistent encore aujourd'hui elles prouvent quelque chose. Sans doute Valois a-t-il surestimé la gravité de la maladie du capitalisme libéral engendrée par la guerre. Un peu comme tous les résistants de l'époque il s'est imaginé que l'on pourrait, après la guerre, reconstruire un monde nouveau.

D'autre part son réalisme -cette fois- empêche à jamais que son projet puisse-t-être repris et développé par des idéologues de gauche. Valois en praticien, en organisateur était en effet persuadé de l'importance du rôle des techniciens, des responsables, des "directeurs".. Comme les yougoslaves ont du doubler leur autogestion par conseils ouvriers, de directeurs recrutés par les entreprises autogérées, Valois double le modèle libertaire de ses rêves des directeurs qu'ils croit nécessaires. Car si le moteur de l'économie est le besoin des usagers qui doivent donc diriger, son contrôleur est bien la responsabilité personnelle de ses acteurs (la faillite).

Valois a fait un essai pour concilier les deux impératifs. Sa démarche doit sans doute être retenue. Si le modèle proposé est trop lourd, trop systématique, à la fois trop précis et trop plein de ces "ainsi-de-suite" qui nous laisse sur notre faim, pour être jamais réalisé, du moins stimulera-t-il peut-être notre propre réflexion.

NOTES

1/- Cahiers du Nouvel Age n°23-24 : "Les conditions économiques de la liberté" 1947.

2/- Les citations qui vont suivre sont extraites du n° 25-26 de ces mêmes cahiers : "L'économie aux usagers".

3/- Georges Valois : L'A.F., le Faisceau, la République Syndicale (éditions Albatros) en vente au C.E.A. 29 av. Trudaine 75009.

4/- Les textes recueillis dans les Cahiers du Nouvel Age sont tirés d'une brochure rédigée de 1940 à 1942 intitulée "Comment finira la guerre; OU LA VRAIE REVOLUTION."

LE_LYS_ROUGE_

Directeur de la publication :

Yvan AUMONT

Adresse :

17 RUE DES PETITS CHAMPS PARIS 75001

Téléphone : 742 - 21 - 93

Abonnement :

normal un an (4 numéros) : 20 F
soutien un an : 50 F

C.C.P. NAF 193-14 Z Paris

Imprimé par nos
soins .

SOMMAIRE DU NUMERO 1

=====

page 3	- QUELQUES EXPLICATIONS	F. Aymart
page 5	- LA CHANCE MANQUEE DU ROYALISME FRANCAIS	J. Macé
page 11	- LA TOUR DU PIN PRECURSEUR DE L'AUTOGESTION	P. Andreu
page 14	- VIVRE EN REVOLUTIONNAIRE	R. Eymard
page 19	- NATIONALISME ET ROYALISME	R. Eymard
page 22	- POINT DE VUE SUR LE TERME "AUTOGESTION"	J.M. Bertrand
page 24	- LA SOCIOGESTION INTEGRALE DE Georges VALOIS	P. Chazard

BULLETIN D'ABONNEMENT : VOIR PAGE 23

=====

ATTENTION LE LYS ROUGE N'EST VENDU QUE
PAR ABONNEMENTS.

TOUS LES ABONNEMENTS DE L'ANNEE 1976-77
COMMENCENT AU N° 1 DU LYS ROUGE

PROCHAIN NUMERO : FEVRIER 1977